

*Les subsides*

La consultation est utile, je le répète, mais elle doit être suivie de mesures concrètes. Espérons que le gouvernement en prendra bientôt. Il est regrettable que le budget soit reporté à la semaine du 22 mai, comme on nous l'a annoncé non pas à la Chambre, mais à la conférence de la fin de semaine dernière. Nous continuerons à insister pour que l'on prenne des mesures très précises parce que ces problèmes ne disparaîtront pas grâce à de simples vœux pieux.

Nous essayons d'être aussi objectifs et impartiaux que possible parce que les emplois sont importants pour tous les Canadiens. Dans toutes les circonscriptions, il y a des électeurs qui ont voté conservateur, libéral et NPD. Nos prises de bec à la Chambre ne les intéressent pas. Ce qui les intéresse, ce sont des programmes qui les aideront à trouver du travail. Cependant, on a l'impression que la plupart du temps, les consultations sont des actes politiques à fins publicitaires. Le gouvernement n'est pas sûr de ce qu'il veut faire. Il s'efforce de réunir des gens pour pouvoir intervenir ensuite, réaliser un consensus et diriger. Au lieu de soumettre des idées à ces groupes aux fins de discussions, des Livres blancs, des Livres verts ou autres, le gouvernement cherche d'abord à mettre tout le monde d'accord. Je ne sais pas s'il obtiendra des résultats de cette façon.

Nous avons réclamé à maintes reprises le document de travail sur l'assurance-chômage, mais nous ne l'avons pas encore obtenu. Pendant la campagne électorale, et les députés de ce côté-ci ne se sont pas privés de le rappeler, les députés ministériels prétendaient connaître les solutions. Je vous renvoie à la déclaration que le premier ministre (M. Mulroney) a faite le 5 juillet à Prince Albert. Il a affirmé que des dizaines de milliers d'emplois seraient créés dès que le nouveau gouvernement serait assermenté.

**M. Garneau:** Il a vraiment dit cela?

**M. Allmand:** Oui, il l'a dit. Il a fait des déclarations analogues à plusieurs reprises. On aurait cru, en les écoutant s'exprimer ainsi en campagne électorale, que le premier ministre et le parti conservateur avaient poursuivi leurs consultations au cours des nombreuses années où ils ont siégé dans l'opposition et qu'ils avaient le temps de consulter de nombreux groupes. Ils donnaient la fausse impression d'avoir dressé des plans d'action auxquels ils étaient prêts à donner suite immédiatement après les élections. Bien entendu, il n'en fut rien.

• (1630)

Je ne leur reproche pas d'avouer que les problèmes que posent la croissance économique ou les taux d'intérêt sont compliqués parce qu'ils le sont. Nous avons toujours dit que c'était des questions complexes, ce qui ne nous a pas empêché d'essayer d'agir et de créer des emplois. Nous n'avons pas toujours aussi bien réussi que nous l'aurions souhaité. Néanmoins, quand nous avons tenté d'expliquer ces difficultés, ils ont tourné nos réponses en ridicule. Ils s'en sont moqués et ils ont fait croire aux Canadiens qu'ils possédaient effectivement les solutions. Voilà pourquoi je les critique, à cause de leur supercherie de la campagne électorale et non pas à cause de l'attitude sérieuse de nombreux ministres qui sont vraiment en quête de solutions. Je félicite ceux qui cherchent sincèrement des solutions, mais je leur reproche grandement d'avoir dupé les Canadiens lors de la campagne électorale. Ils devront en assumer la responsabilité.

Qu'ont-ils fait au sujet du chômage depuis les élections? Ils ont non seulement effectué des réductions sensibles au ministère de l'Emploi et d'autres ministères entraînant une perte d'emplois, mais ils ont annulé le programme Premier choix qui aurait trouvé des emplois à 100,000 jeunes Canadiens leur fournissant ainsi une certaine expérience pratique. Il a été remplacé par un programme beaucoup plus modeste appelé Option formation jeunesse, projet expérimental de bien moins grande envergure.

Regardons le nombre d'emplois créés. Lorsque notre parti formait le gouvernement, je l'ai souvent critiqué parce qu'il ne faisait pas suffisamment. Les chiffres montrent que, en 1978, nous avons créé 334,000 emplois, en 1979, 410,000 et en 1980, 314,000. En 1981, au début de la récession, 297,000 nouveaux emplois furent créés. Au cours de l'année de relance, en 1983, nous avons créé plus de 400,000 nouveaux emplois à une époque où notre population active a augmenté considérablement. Cette année-là, notre population active a augmenté 58 p. 100 plus vite que celle des États-Unis. Malgré cela, nous avons créé 400,000 nouveaux emplois et le taux de chômage est resté à peu près le même, en raison de cette augmentation de la population active.

En 1984, année où les deux partis au gouvernement se partagent les responsabilités, 250,000 emplois ont été créés au Canada, d'après les derniers chiffres. Au cours du deuxième trimestre, il s'en est créé 108,000, au troisième trimestre 67,000 et au quatrième 88,000. Contrairement à ce qu'ils voulaient nous faire croire avant les élections, il n'y a eu aucune augmentation importante de l'emploi à la suite de l'élection des conservateurs. De plus, ils n'ont pas présenté aux Canadiens de plan qui facilite la création de tels emplois.

En réponse à certaines de nos questions au sujet de la suppression de programmes, ils répondent qu'ils ne croient pas qu'il soit possible de résoudre le problème du chômage en y consacrant plus d'argent ou que l'on résolve le problème par une intervention constante du gouvernement. Certains d'entre eux croient que, si le gouvernement se retire de certains secteurs clés, le secteur privé aura plus confiance et créera les emplois nécessaires. Jusqu'à présent, rien n'indique que ce soit le cas. Tout cela est dû au fait que nous n'avons toujours pas eu de budget.

Le secteur privé n'est pas tellement certain de la direction qui sera suivie. Il est clair qu'il y a deux clans au sein du parti conservateur. Nous avons les conservateurs orthodoxes, qui croient au principe que je viens d'exprimer: si le gouvernement se retire, le secteur privé produira. Je ne suis pas d'accord avec cela. Il y en a qui croient à ces principes et cela comprend même certains économistes. Un bon nombre de membres du caucus conservateur et du gouvernement y croient également.

Mais il y a aussi les pragmatiques qui gouvernent à coup de sondages, qui veulent plaire à tout prix. Nous en avons eu quelques exemples pendant les six premiers mois de pouvoir du gouvernement. Il a commencé par annoncer des compressions ou des modifications dans les programmes sociaux qui aurait remis en cause le principe de l'universalité. Mais après bien des controverses aux Communes et dans le grand public, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) a déclaré qu'il n'y aurait de compressions ni dans les prestations de sécurité de la vieillesse ni dans les allocations familiales, mais simplement que ces programmes seraient envisagés dans